

# le libertaire

QUOTIDIEN ANARCHISTE

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10<sup>e</sup>)

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENT	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an.... 80 fr.	Un an.... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois. 20 fr.	Trois mois. 28 fr.
Chèque postal Lentente	Lentente 656-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, rue Montmartre, PARIS (2<sup>e</sup>)

## Naïveté, prudence

Non, mais, sérieusement, des gens croyaient à l'amnistie ? La Chambre, le Sénat, discutaient, et je sais des lecteurs de bonne foi qui gardaient quelque illusion. Un gouvernement ne peut pas amnistier, il peut se tailler une réclame en citant des noms, en répétant des mots sonores, mais amnistier ! Des vaillants osèrent déserter, osèrent refuser la guerre ? J'en entends encore qui disent : « Nous étions attaqués. Il fallait bien se défendre ! » Attaqués ? Brave paysan, bon vagabond, pauvres de la rue, de l'usine, du bureau, vous étiez attaqués ? Dire que des gars ont marché, que d'autres marcheront encore parce qu'on leur affirme qu'une guerre est juste et nécessaire ! Ces gars croiront sans doute à une Chambre, à un Sénat, se pencheront avidement sur les gazettes.

Après le nom du vainqueur cycliste, le nom d'un député beau parleur s'inscrira dans leurs mémoires. Vainqueur cycliste ou député beau parleur viendront saluer, sur l'écran, et le public du cinéma applaudira. Figurants illustres, mannequins prestigieux (si le prestige peut être déniché quelque part, si la gueule d'un as de la République d'aujourd'hui peut prêter au prestige !) Tous les héros de théâtre et de foire, les fantoches du jour, les réclamistes de l'heure.

L'amnistie ? Allons donc ! Trop prudents pour voter la seule amnistie que nous voulons, trop peu libres, ces « gouvernements ». Et ce qui ne sert pas à la réclame ne les touche pas.

De la pitié ? Les crocodiles versent des larmes, aussi. De la pitié ? J'entendaient une dame, hier, qui disait : « Je viens de lire un livre atroce, le *Biribi*, d'Albert Londres ! Ces horreurs existent ? Oh ! ce n'est pas possible ! C'est une honte ! Ça me fend le cœur, etc. » Pensez-vous que la belle et honnête dame s'affendrait pour un dénié quel que soit, part, si la gueule d'un as de la République d'aujourd'hui peut prêter au prestige ! Tous les héros de théâtre et de foire, les fantoches du jour, les réclamistes de l'heure.

Quant qu'il en soit, nous tenons à lui dire que nous le méprisons que nous avons pour son infecte personne.

Nous tenons aussi à profiter de l'occasion pour bien marquer la manœuvre tentée par la presse.

Dénaturant complètement les faits, elle essaie de faire passer les victimes des flics pour les agresseurs en leur donnant l'imputation de tentative d'homicide sur agents de la force publique, ce qui leur ferait encourir une condamnation de 5 à 10 ans de réclusion.

Est-ce cela que désire P. L. ?

Quant à nous, nous défendrons énergiquement, envers et contre tous les roquets de la presse, nos camarades victimes de la bestialité des flics qui tireront des coups de revolver sur eux parce qu'ils refusaient d'obtempérer à leurs ordres.

Louis LOREAL.

## LE FAIT DU JOUR

### Prétextes fascistes

Dans « l'Action Française » d'hier on pouvait lire en manchette :

« Où nous en sommes :  
1914 : Les Allemands sont à Noyon !  
1924 : Les Allemands sont à Garches. »

D'autre part, on communiquait la note suivante à la presse :

« M. Georges Bonnejous, député de Seine-et-Oise, vient d'adresser une lettre au ministre de l'intérieur pour l'informer qu'il l'interpellera, à la rentrée, sur les raisons qui ont déterminé le gouvernement à favoriser des manifestations politiques dans un lieu de villégiature particulièrement fréquenté par les promoteurs. »

Et dans la « Liberté », l'ignoble Camille Aymard, d'indochinoise mémoire, concluait son editorial par cette menace :

« Si, devant la carence du gouvernement, UN PARTI NE S'ORGANISE DANS TOUTE LA FRANCE AFIN DE MAINTENIR L'ORDRE, la rue sera de main au pouvoir des révolutionnaires. « La bourgeoisie de France tient encore son salut entre ses mains, mais l'heure presse. Aide-toi et... le Ciel t'aidera ! »

Pourquoi donc cet émoi ? Pourquoi tout ce tintamarre dans le clan nationaliste ? Est-ce que MM. Léon Daudet, Georges Bonnejous et Camille Aymard sont assez naïfs pour prendre au tragique ou même au sérieux la grasse ballade bolcheviste de Garches ? Est-ce qu'ils croient à la Révolution parce que vingt à trente mille des mouvements de Moscou ont été patte aux chaînes sous la houlette de Marcel Cachin ?

Allons donc ? Ces messieurs ne se laissent pas bouffer le crâne comme de pauvres lecteurs de « l'Humanité ». Ils n'ignorent pas que les bourgeois et les hommes d'Etat peuvent mourir en paix, tant que les ouvriers se laisseront parquer « à mort »... du Pré Saint-Gervais à Garches.

Mais, suivant les leçons mussolinianes, ils n'ont trouvé là qu'un bon prétexte... Et les voici dressant de nouveau l'épouvantail à moineaux du bolchevisme. Ils font interroger par les députés « amis de l'ordre ». Ils en appellent aux amateurs de fascism pour sauver la France. Ils battent l'air de leurs bras allongés, ils espèrent en ébranlant l'atmosphère créer de l'émoi, du trouble, de la peur parmi les petits bourgeois, et organiser ceux-ci en milice pour renforcer le pouvoir de la grande bourgeoisie.

Vivement, prolétaires, revenez des prés, rentrez dans Paris et fichez leur la trouss... pour le bon !

Marcel MILLET.

N. B. — Bergeron éprouve le besoin de me faire un émentem « frénétique ». Mais non, mais non, pas dit de « frénétique », moi. Alors l'a suffit. Fermez. Pauvre gosse !

M. M.

## Un lâche doublé d'un mugle

Ce n'est certes pas la première fois que nous constatons la lâcheté d'un pisse-copie de la presse bourgeoise. Le fait est si ordinaire chez les sportulaires de faire montre de courrouze, doublée d'une cravate irrémédiable.

Seulement, nous ne croyons pas que dans le canard fondé et dirigé par une équipe d'anciens anars l'on trouverait des papiers aussi infâmes que ceux publiés dans *Paris-Soir* de lundi et mardi, sous la signature de l'infest bonhomme P. L., au sujet de la fusillade du quart de Jemmapes.

Nous avons raconté et même commenté comment les flics tireront sur des camarades italiens qui tentaient de fuir dans la nuit pour échapper à ces brutes aux ordres de Mussolini. Naturellement, comme nous le pensions, nous fûmes seuls dans la presse (y compris le *Peuple* et *l'Humanité*) à donner la véritable relation des faits.

Mais voici que *Paris-Soir* donne deux papiers de ce P. L., inspirés on ne sait par quel mobile, dans lesquels sont insultés les victimes de la police, et particulièrement le camarade Peruzzi, qui est traité de « véritable bandit et d'apache ».

« Ce P. L. est lâche d'insulter un homme cloué sur un lit d'hôpital et victime de la répression ; il est doublement lâche, parce qu'il n'a pas osé signer sa petite coquetterie ! »

Le journal ajoute même que le gouverneur général de l'Indochine a cablé à Paris « la nouvelle des condamnations » !

Nous pensons donc que, pour compléter leur information, ces journaux honnêtes pour honnêtes gens se feront un devoir de publier l'article suivant qui paraît dans le journal *Bonsoir* du 14 février 1923 :

## Aux voleurs !

Dans notre numéro de dimanche 3 août, sous le titre : *A la manière d'Albert Sarraut*, nous mentionnions la condamnation de deux jeunes gens ayant volé des statuettes dans un temple d'Angkor. Nous ajoutions qu'on les aurait nommés grands officiers ou commandeurs de la Légion d'honneur s'ils avaient été gouverneur général ou résident supérieur de l'Indochine.

La grande presse du même jour, notamment le *Matin*, le *Journal*, le *Quotidien*, l'*Éclair*, le *Petit Journal*, le *Petit Parisien*, etc., sous d'énormes et tapageuses manchettes, ont, pour la plupart, reproduit ce fait divers, en première page, avec photographie !

Le journal ajoute même que le gouverneur général de l'Indochine a cablé à Paris « la nouvelle des condamnations » !

Nous pensons donc que, pour compléter leur information, ces journaux honnêtes pour honnêtes gens se feront un devoir de publier l'article suivant qui paraît dans le journal *Bonsoir* du 14 février 1923 :

## VOL OFFICIEL DE BOUDHAS AU LAOS

Vers le milieu de 1921, le ministre des Colonies a exigé, par l'intermédiaire du gouverneur général, malgré un avis défavorable du résident supérieur du Laos, l'envoi à l'Exposition de Marseille de plusieurs boudhas, pesant des centaines de kilos, recueillis de pagodes en ruines et abrités à la Résidence supérieure, en attendant la reconstruction de nouveaux temples. Et le ministre décida qu'après l'exposition (pillage systématique après chaque exposition), ces boudhas seraient conservés dans un musée parisien qui n'a pas été désigné. Iront-ils augmenter les trésors rapportés d'Indochine et entassés dans les musées particuliers de l'association *Baudoin-Sarraut* ?

Il est tant parti de boudhas, pillés par des hauts fonctionnaires et qui ne sont jamais revenus, qu'il serait d'un bon exemple de voir revenir ceux-là. On n'ignore pas, au Gouvernement général, que l'opinion publique laotienne est péremptoirement impressionnée par tous les vols ; qu'elle attribue la mort du général de Beylié, du docteur Roujandis et de bien d'autres victimes du Mékong au châtiment du sacrilège dont ils s'étaient rendus coupables en pillant sur leur passage les idoles des temples. Incalculable est le nombre des boudhas enlevés de Laos !

La mort du général de Beylié a donné naissance à une croyance qui n'est sans doute qu'une légende : à la bâise des eaux, l'un des boudhas volés apparaît debout sur un rocher, près de Paklai, et les indigènes le considèrent comme un symbole du châtiment céleste !

Au commencement de 1924, un inspecteur général des colonies n'hésita pas, en présence de bonzes scandalisés et consternés, à frapper de sa canne les statues de boudhas qu'il désirait dans les temples et que son personnel subalterne emportait aussi. L'Ecole d'Extrême-Orient, saisie de l'émotion populaire, fit arrêter à Phnom-Penh et ouvrir une partie des caisses transportées par cet inspecteur des colonies.

Que n'eût-on pas dit des Boches, s'ils avaient pillé les églises pendant l'invasion ? Cela donne une idée des procédures d'administration de cette fontaine Indochine, où les pires méfaits constituent un système normal et à la tête de laquelle se trouve aujourd'hui un gouverneur général inculpé de faux, d'usage de faux et de vol !

Pour nous, anarchistes, aucune condamnation n'est justifiable, mais la condamnation des deux jeunes gens qui ont volé les statues d'Angkor devient une révolte inépuisable, si la justice ne poursuit pas et ne condamne pas de plus grands voleurs dont les crimes ont été publiquement dénoncés, comme nous le montrons.

Si elle ne veut pas se faire la complice de voleurs haut placés, qu'elle allez donc chez eux, chez M. Baudoin, à Nice, par exemple, et elle trouvera les preuves nombreuses du pillage des temples, quelle drôle de civilisation offerte aux Indochinois, les centaines de boudhas et d'objets d'art volés et valant plusieurs millions. Le produit de tant de vols a en partie servi aussi à faire des cadeaux à des puissants du jour pour acheter leur protection. Cela explique bien pourquoi se rattaché à son nom.

Actuellement, sur l'ordre de Moscou également, la même presse publie des « documents » et des articles destinés à salir les anarchistes et le mouvement anarchiste russe. Nous parlons des articles publiés dans la *Vie ouvrière* du 4 et du 11 juillet, sous les titres de : « Comment certains

## Comment mentent les communistes

Anarchistes russes sont passés au service de l'Etat makhnoviste » et à « Comment les principes anarchistes sont passés dans la réalité ».

En publiant ces « documents », le journal se garde bien d'en dire l'origine et de raconter par qui et dans quel but ils ont été rédigés. Or, pour juger de la véracité de ces documents, il est nécessaire d'en connaître l'histoire. La voici en quelques mots :

À la suite d'une série d'attaques traitrises menées contre les makhnovistes et les anarchistes, le pouvoir soviétique, au printemps 1921, a à peu près réussi à anéantir les uns et les autres. Toutes les organisations anarchistes, en Ukraine comme en Grande-Russie, ont été anéanties ; de nombreux anarchistes ont été tués, la plupart au bagne. Le pouvoir soviétique avait à justifier, documents en mains, ce terrorisme exercé contre les anarchistes. Il fallait, s'armant de la loi, expliquer les actes accomplis et exposer la situation au milieu de laquelle les anarchistes et l'idée anarchiste avaient été l'objet d'une persécution si féroce. Cela devait être fait pour l'époque des congrès de la III<sup>e</sup> Internationale de l'I. R. S. R., c'est-à-dire en été 1921. C'était le bolchevik I. Iacovleff qui devait assumer cette tâche. Le pouvoir soviétique lui a commandé de rédiger un écrit justifiant les persécutions des anarchistes et de l'idée anarchiste.

Le travail de l'ouverture des congrès, le travail de Iacovleff n'étant pas complètement achevé, la Section des Editions de la III<sup>e</sup> Internationale en fait paraître quelques extraits, sous forme d'une brochure en langue française. Cette brochure, où les bolcheviks s'efforcent, à la hâte, de salir les anarchistes, a été distribuée aux délégués étrangers pour leur apprendre ce qu'est l'anarchisme russe. Quelque temps après l'« œuvre » entière de Iacovleff a paru à son tour ; on peut se figurer ce qu'était cette œuvre, écrite sur commande par un homme connu pour sa haine des anarchistes ! C'était un amas de mensonges qui donnait la nausée à tout homme connaissant la vie en Russie et ayant conservé ce qu'une trace d'honnêteté. Parmi les anarchistes russes, aucun n'a voulu répondre directement à ce misérable libelle. Tous considéraient comme au-dessous de leur dignité de révolutionnaires de remettre cet amas de faussetés qui constituaient le livre de Iacovleff. D'ailleurs, le besoin ne s'est fait sentir parmi les travailleurs de l'Occident de ce travail sera-t-il fait d'ici peu.

Il est impossible de réfuter tous ces mensonges en un article de journal : il faudrait pour cela écrire un livre aussi étendu que celui de Iacovleff. Peut-être, si le besoin s'en fait sentir parmi les travailleurs de l'Occident, ce travail sera-t-il fait d'ici peu.

Ici, nous voudrions seulement donner quelques exemples des mensonges accumulés par Iacovleff. D'après ces exemples, les travailleurs français pourront juger de la valeur du document tout entier.

Au début de sa brochure, l'auteur raconte qu'au moment où le pouvoir soviétique passait du travail destructif au travail créatif et édictait, à l'usage des ouvriers, une série de décrets relatifs à la discipline du travail, les anarchistes se sont montrés hostiles à ces décrets et par conséquent, dit l'auteur, à l'œuvre créatrice elle-même de la révolution. Mais il omet de dire l'essentiel, à savoir ce que le pouvoir soviétique entendait par travail révolutionnaire constructif, quel était le sens de ces décrets et pourquoi les anarchistes s'y montraient hostiles. Ces décrets, comme d'ailleurs tous les autres relatifs aux fabriques et usines, avaient pour but unique de nationaliser l'industrie et d'y introduire les principes d'une discipline centralisée. Ces décrets nationalisaient non seulement l'industrie, mais les unions professionnelles ouvrières et chaque ouvrier individuellement. L'Etat devenait seul maître des moyens de production et de l'ensemble de la classe ouvrière. Il en résulte que, par la suite, le pouvoir soviétique a militarisé le travail, en enrôlant les ouvriers dans des « armées du travail » militairement organisées et dirigées par une discipline militaire. Les anarchistes, qui tentaient au principe de l'action autonome et indépendante de la classe ouvrière, ne pouvaient naturellement pas admettre cette monstrueuse déformation de la révolution ; ils l'ont combattue autant qu'ils ont pu, en appelant les travailleurs à user de leur libre initiative.

L'affirmation de Iacovleff que les makhnovistes ont, en juin 1919, ouvert le front à Denikine, est un mensonge impudent. L'histoire de la révolution en Ukraine connaît un fait exactement contraire : ce ne sont pas les makhnovistes, mais les bolcheviks qui ont ouvert le front à Denikine, comptant faire écraser par les armées de ce dernier toute cette région détestée par eux : une région libre aux mains des in-

## Au sujet de la vente dans Paris, du "Libertaire" d'hier matin

Hier matin, de nombreux dépositaires du *LIBERTAIRE* ne purent fournir leur habitude clientèle. Dans la journée, beaucoup de nos amis vinrent nous trouver, angoissés qu'ils étaient par la pensée de la disparition de notre quotidien.

Nous les rassurâmes et nous leur expliquâmes ce que les messageries Hachette nous avaient dit dans la matinée :

Un changement total dans le mode de distribution des journaux par Hachette avait été inauguré.

Mal à propos, mais pour une raison que nous ne savons pas, la maison Hachette a commencé à vendre les journaux par le biais de dépositaires, qui se chargent de les livrer aux clients. Cela a entraîné une augmentation

surgés. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans l'*Histoire du Mouvement makhnoviste* (1) : «...Les bolcheviks qui, en vertu de la convention signée, s'étaient engagés à procurer des munitions aux insurgés, commencèrent, dès le mois d'avril 1919, le blocus et le sabotage de la région makhnoviste en ce qui concerne les armements... La tactique du blocus avait pour but de réduire à néant les forces militaires de la région. Il est plus facile de combattre des hommes désarmés que des hommes en armes... La politique adoptée par Trotsky à l'égard du mouvement makhnoviste fut formulée à peu près dans ces termes : « Il vaut mieux rendre toute l'Ukraine à Denikine que de permettre au mouvement makhnoviste de se développer. Le denkisme ouvertement contre-révolutionnaire peut toujours être démolisé par une agitation basée sur l'esprit de classe : le makhnovisme, lui, se propage dans les couches inférieures des masses et soulève ces masses contre nous.

Quelques jours avant les événements en question, Makhno avait fait savoir à l'état-major et au Sovjet que les bolcheviks avaient retiré plusieurs régiments du secteur de Grichino, ouvrant ainsi aux troupes de Denikine l'accès de la région de Gouali-Polé, du côté nord-est. Et, en effet, ce n'est pas du côté où le front était tenu par les insurgés que les hordes cosaques firent leur révolution dans cette région, mais du côté du flanc gauche, occupé par l'armée rouge. L'armée makhnoviste, qui tenait la ligne Mariopol-Koutenikovo-Taganrog, se trouva ainsi entourée par les troupes de Denikine, qui arrivèrent ainsi au centre même de la région... En une seule journée, les paysans de Gouali-Polé constituerent un régiment, s'efforçant de sauver leur village. On s'arma comme on pouvait : de haches, de piques, de fusils de chasse, etc... C'est ainsi que les paysans allèrent à la rencontre de l'avalanche cosaque, cherchant à l'arrêter. A 15 kilomètres de Gouali-Polé, près du village Sviatodonschovka, district d'Alexandrovsk, ils se heurtèrent aux forces supérieures des cosaques du Don et de la Kouba. Un combat héroïque, acharné, eut lieu, combat au cours duquel presque tous ceux de Gouali-Polé tombèrent, avec, tête, leur chef, B. Veretchnikoff, ouvrier de l'usine Poutiloff et natif de Gouali-Polé. La vague énorme des cosaques déferla vers cette localité et, le 6 juin, l'occupa. Makhno, avec l'état-major de son armée et un faible détachement ne possédant qu'une batterie, recula vers la gare (à 7 kilomètres du village), mais la gare aussi dut être abandonnée vers le soir. »

L'armée révolutionnaire insurgée, prise entre les troupes de Denikine et celles de Trotsky, a dû reculer vers les frontières de Galicie. Mais tout en reculant, elle organisait autour d'elle les paysans révolutionnaires et, en septembre 1919, elle a pu, après avoir infligé aux denkiniens une défaite sous Ouman, leur porter un coup mortel dans le bassin de Donetsk, ce qui a décidé du sort de toute la marche contre-révolutionnaire sur Moscou.

La mention, faite par Iacovleff, d'un journal soi-disant réalisé par la femme de Makhno, Fedora Gaienko, qui aurait été saisi par les troupes soviétiques après un combat avec les makhnovistes, est un mensonge non moins impudent. Rien que la façon dont le texte est rédigé montre qu'il se propose sciemment de compromettre Makhno. Il est difficile d'admettre qu'une femme quelconque puisse dire de son mari, avec lequel elle vit, des horreurs telles que les cite Iacovleff. Et d'ailleurs, ce journal n'a rien à voir avec la femme de Makhno : cette dernière qui reste avec Makhno depuis les débuts de son action insurrectionnelle, n'a jamais perdu aucun journal ; de plus, elle s'appelle non Fedora Gaienko, mais Galina Andreievna Kouzmenko. Les chargés d'affaires communistes ne se sont pas préoccupés de connaître le véritable nom de la femme de Makhno avant de commettre ce faux. Il est possible aussi qu'ils ont été trompés par quelqu'un au cours de cette falsification.

Comme dernier exemple des mensonges de Iacovleff, disons encore qu'en juin 1919, Voline non seulement ne faisait pas partie du conseil militaire révolutionnaire des makhnovistes, mais ne participait même pas à ce mouvement, auquel il n'a adhéré qu'en août 1919. Disons encore que le commandant du régiment insurrectionnel Ponomaryov a été fusillé par les makhnovistes, non pour avoir organisé un soviet ouvrier, mais pour avoir préparé un attentat contre Makhno, et aussi pour avoir organisé un comité révolutionnaire politique qui s'est érigé en autorité. Un comité de cette sorte, c'est un groupe de quelques personnes qui, au moment de la chute d'un pouvoir, s'empressent de s'en emparer pour dicter sa volonté à la masse des travailleurs. Ennemis de toute organisation s'imposant par la violence, les makhnovistes ne permettaient pas à un nouveau, pouvoir de s'établir à la place de celui qui venait d'être renversé, et ils faisaient usage de leurs armes lorsqu'il était nécessaire.

Une remarque encore : Dans le même numéro de la *Vie Ouvrière*, Arlandis dit que si la Roumanie et la Pologne ont toléré Makhno sur leur territoire, c'est parce que les gouvernements de ces pays avaient des vues sur lui. Mais la chose serait-elle exacte, Makhno n'y est pour rien. On ne peut empêcher personne de faire de ces sortes de calculs. Il n'est pas doux que le gouvernement impérial allemand, en facilitant en 1917, à Lénine l'accès de la Russie, espérait que, par son agitation, il contribuerait à désorganiser le front russe. Or, personne, sinon la bourgeoisie et ses acolytes, ne s'est fondé sur ces calculs du gouvernement du kaiser pour affirmer que Lénine est un agent de ce dernier. Cela d'abord. En second lieu, ni la Roumanie, ni la Pologne n'ont accordé à Makhno un libre passage ; bien plus, elles l'ont toujours tenu prisonnier : en Roumanie, dans un camp d'internés ; en Pologne, en prison.

Il nous est impossible, naturellement, d'énumérer ici tous les exemples de mensonges communistes dont fourmille la brochure de Iacovleff. Mais ceux que nous avons indiqués suffisent, nous semble-t-il, pour juger de l'ensemble des « documents » publiés par la *Vie Ouvrière*. Nous sommes sûrs que tout prolétariat averti ne pourra qu'accueillir avec mépris le mensonge sur l'anarchisme et le mouvement anarchiste que les communistes offrent en pâture intellectuelle aux ouvriers.

P. ARCHINOFF.

Berlin, Juillet 1924.

(1) Ce livre paraîtra prochainement en français.

## Les cheminots de Bruxelles manifestent

Nous avons annoncé que samedi soir les cheminots d'Anvers avaient manifesté en nombre.

Pour faire suite à cette protestation ouvrière, 20.000 cheminots de Bruxelles ont fait dimanche une démonstration en ville. Ils ont parcouru la ville en protestant contre la condamnation de 31 de leurs camarades par le tribunal correctionnel d'Anvers. Les syndicats du personnel des tramways de toutes les grandes villes s'étaient joints aux manifestants.

## Pour supprimer ce crime, la guerre

Un groupe de sénateurs s'est constitué dans le but d'empêcher la guerre.

Après avoir mis debout son bureau, il a fait savoir « qu'il comptait sur le gouvernement pour encourager les Associations de Paix qui rendent un inappréciable service à la cause française à l'étranger. » Ces sénateurs s'apprêtent à faire du pacifisme à la d'Estournelles de Constant, ce qui consistera à s'élever vaguement en temps de paix contre la guerre, et à se montrer farouchement jusqu'à boutiste en temps de guerre.

Travaillera, ne vous laissez pas prendre aux promesses menteuses des faiseurs de lois, et luttez contre la guerre à votre façon.

## LA VIE CHÈRE

### La nature est généreuse, mais il y a les mercantis

Le blé augmente, non pas en quantité, mais en prix. La hausse a été, sur le marché de Paris, de 3 à 4 francs sur les blés anciens, de 6 à 8 francs sur la nouvelle moisson. Le cours en province est de 95 à 105 francs le quintal.

La récolte ne dépassera pas de beaucoup celle de l'an passé, et il faudra avoir recours encore à l'importation.

Le moment n'était donc qu'une fois de redoubler le droit d'entrée de 14 francs, ce qui a visiblement encouragé les vendeurs français à la spéculation injustifiée. Le blé étranger est à 140 francs le quintal.

Il ne faut pas compter sur l'Algérie pour améliorer la situation de la métropole, la sécheresse a tout brûlé là-bas : on parle même de famine qui menace les malheureux indigènes.

A signaler l'attitude du préfet de la Côte-d'Or, lequel, pour économiser la farine, a ordonné la fermeture des pâtisseries le mercredi.

A Paris, la farine est montée de 130 à 131 francs les 100 kilos. Le taux du pain est néanmoins plus que justifié à 1 fr. 25 jusqu'à nouvel ordre. Ce prix est à peu près appliqué dans toutes les villes de France. Il est même à 1 fr. 30 à Beaune et à Chaumont. Albi a le privilège de le payer 1 fr. 14 le kilo.

Alors que le blé varie de 95 à 105 francs le quintal, le sarrazin ou blé noir se vend de 80 à 120 francs.

Les graines de colza se paient de 180 à 200 francs.

L'hecto nu de vin en cave se cote suivant degré, de 62 à 86 francs à Nîmes de 71 à 102 à Perpignan.

A Paris, le même vin, sans doute falsifié, se vend au détail 1 fr. 50 et 1 fr. 60 le litre. Il y a du bénéfice pour les intermédiaires.

La récolte du cidre apparaît satisfaisante. A Granville, les cidres sont vendus 100 francs le tonneau de 228 litres, soit 44 centimes le litre. A Paris, le litre coûte 75 et 80 centimes.

Les profiteurs du sucre, les Say, les Lebœuf, les Sommier, les Béghin sont inquiets parce que l'Allemagne nous offre, comme paiements en nature, 200.000 tonnes de sucre, ce qui le ferait diminuer.

Vous verrez que les forbans des raffineries vont réussir à empêcher l'entrée en France du sucre allemand. Les consommateurs continueront de sucer leur café à un prix exagéré, et les imbéciles diront que c'est la faute du Boche.

La pomme de terre a diminué aux Halles. L'ordinaire s'est vendue de 36 à 50 francs, la saucisse rouge de 80 à 90 francs, l'espagnole 110 francs.

Dans la Haute-Marne on a payé le poulet 9 francs le kilo, contre 13 à 16 francs aux Halles. Quelle spéculation !

Ouvriers, vous êtes condamnés, comme toujours à manger des patates de qualité inférieure.

Dans l'ensemble, il n'y a pas grand changement. La cherté elle-même se maintient, alors que nous sommes dans la bonne saison où la nature fait des efforts pour rendre la vie de l'homme moins difficile.

Mais nous sommes en société capitaliste, dont la grande loi est : *Malheur aux pauvres !*

Le ministre de l'Agriculture a fait réouvrir hier le Marché des céréaliers fermé le 18 février dernier par M. Chérond. Que les affameurs méditent leurs mauvais coups à l'intérieur ou à l'extérieur du Temple, cela ne changera rien à la spéculation. La preuve en est déjà faite, hélas ! — B.

## UN LIVRE A LIRE :

### AU CAFÉ

par ENRICO MALATESTA

Sous la forme de dialogue, le vaillant militant anarchiste développe magistralement les théories libertaires. Ce livre est très utile et presque indispensable pour les camarades qui veulent propager nos doctrines.

En vente à la « Librairie Sociale », 9, rue Louis-Blanc. Prix : 5 francs. (Chèque postal : M. Jouot 520-42, Paris.)

## La véritable faiblesse

Elle ne provient pas du manque de moyens physiques ou sociaux, mais de la non compréhension des choses, ou de leur assimilation erronée.

La personnalité qui devrait être le principe même de la nature humaine est très souvent faussée par l'instruction qui, en donnant des connaissances variées, connaît très rarement à l'indépendance de l'esprit ; il faut s'instruire, on le sait, cela forme une nécessité majeure, à moins de s'en vouloir tenir à la bestialité ; mais en cela, comme en tout, il faut savoir garder la mesure ; en un mot, il s'agit d'apprendre pour juger et non pour accepter.

Si nous prenons les études libres, ces études qu'on poursuit soi-même, sans guide, avec la seule volonté de savoir, il est hors de doute qu'elles seront nuancées d'indépendance, mais elles n'en seront que plus dangereuses ; en effet, un livre vous semble renfermer des arguments irréfutables à l'appui d'une documentation sérieuse ; aussi-tôt vous acceptez comme un fait certain cet ouvrage qui n'est qu'une opinion, mais si le lendemain vous en rencontrez un autre, absolument contraire au premier, mais par contre aussi documenté et aussi affirmatif, vous êtes obligés de penser : « Où est l'erreur ? Où est la vérité ? »

Voilà où réside la faiblesse des esprits incompatibles avec l'assimilation d'éléments contraires, car les deux ouvrages en question contiennent l'un et l'autre l'erreur et la vérité ; seulement, les deux auteurs se croiront également certains d'être dans le droit chemin ; c'est leur droit le plus absolu car il serait paradoxal d'écrire si l'on ne croit pas, et d'affirmer si l'on doute ; donc, au point de vue auteur, aucune difficulté à concevoir : la vérité est celle que l'on trouve, mais au point de vue lecteur, c'est une autre affaire.

Placé entre deux théories différentes, mais qui se prétendent chacune l'unique, le malheureux qui tient à se documenter demeure perplexe, puis songera à faire un choix, et qu'il aille d'un côté ou de l'autre, il n'en aura pas moins embrassé une querelle qui n'est pas la sienne, une opinion qui n'est pas de lui ; voilà l'origine des diverses écoles, des luttes entre matérialistes et spiritualistes, logiciels et instinctifs ou pour mieux dire des luttes entre le néant et l'inutile.

Et ceci est commun à la majorité des hommes : mis en présence de deux opinions, ils ne songent pas à leur en opposer une troisième, qui serait la leur ; ils se contentent de défendre ou d'attaquer telle ou telle idée ; ils se font les serviteurs d'une pensée, d'un esprit, d'un homme, en abandonnant leur propre pensée, leur propre esprit, leur propre existence.

Cela s'appelle l'abdication volontaire, la servitude ennemie de tout effort personnel.

Il faut lire et s'instruire sans cesse, mais admettre le pour et le contre de chaque chose ; la moindre opinion, lorsqu'elle est sincère, présente toujours une parcelle de vérité ; tous ces fragments de vérité recueillis partout et dans tous les meilleurs arrivent à former, en les réunissant, la vérité elle-même qui est en nous, au centre de tous les objets inanimés ou non, mais qu'il nous faut reconstruire, à moins de la néant et l'inutile.

Chaque homme qui écrit met en ses ouvrages le meilleur de lui-même ; son œuvre serait donc la lumière qui guide en apprenant, si cet homme était lui-même complet, mais il ne l'est pas ; comment son ouvrage réalisera-t-il la vérité ? Il nous en donne sa version, sincère sans doute, mais à coup sûr inachevée, car il est inadmissible qu'un être destiné à la tombe puisse entrevoir une parcelle de l'au-delà.

Les poètes, les philosophes, les grands chercheurs, sont donc les premières marches de l'escalier gigantesque qu'il faut gravir pour atteindre à la compréhension réelle ; il appartient donc à chacun d'essayer d'arriver plus haut que le précédent ascensionniste, à moins de grossir inutilement la marche auquel celui-ci est arrivé.

Ces motifs et ces résultats doivent nous inciter à prendre tous les ouvrages qui existent pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des essais d'élevation.

Bien faible est celui qui, ayant entendu une opinion, la prend pour son compte, en repoussant systématiquement toutes les autres formules qui peuvent lui être présentées par la suite ; celui-là est un être ordinaire, un homme comme on en voit tant d'autres ; c'est même parfois un convaincu, ou plus encore un adepte sincère, mais sûrement pas une personnalité.

Personnalité est synonyme de création, car la première ne peut prétendre à être qu'à condition de créer.

Les trois quarts des hommes sont des esquisses rapidement faites sur la même image ; l'esprit des maîtres de la pensée déteint sur eux, et si quelques-uns s'élevant au-dessus de la stricte moyenne, c'est qu'ils passent dans le sillon lumineux tracé par les grands penseurs qui les entraînent avec eux, les imprégnent de leurs opinions, les emportent et leur ravissent la personnalité.

La plus petite pensée, lorsqu'elle est neuve, la plus mince trouvaille, lorsqu'elle est personnelle, vaut cent fois mieux que la connaissance d'une théorie ardente et de haute portée qui n'est pas de soi et qui est donc une répétition, un stationnement, une inutilité.

Qui sait se persuader que la pleine connaissance de soi est nécessaire à la vie, que les gestes depuis longtemps appris ne forment qu'une obligation purement théorique, celui-là est grand, celui-là peut faire beaucoup, car on se connaît. Il connaît l'humanité entière.

Mais les autres, les dociles, les suiveurs, les respectueux des opinions émises, que peuvent-ils faire ? Ils ne sont pas complètement nuls, car ils renforcent des parcelles de vérité, de justice et de liberté que d'autres ont fait connaître, mais ils renforcent souvent aussi les erreurs qu'ils prennent pour des vérités, ou une formule de service bien élaborée qu'ils prennent pour un essai d'organisation.

La plus stricte prudence est donc nécessaire pour les études à part ; chacun est appelé à se heurter à des difficultés sans borne, impossibles à démontrer, car une directive serait la négation de l'indépendance, et qu'il faut donc vaincre soi-même, sans aide d'un tiers, sous peine de rester ce qu'on est, c'est-à-dire des ébauches.

Tous les ouvrages les plus réputés doi-

## LA CRISE DU LOGEMENT

### Il faut construire

Nous avons signalé l'autre jour cet étrange sénateur, M. Japy, qui s'étonnait de l'altitude de l'Allemagne. Cette dernière avait le toupet de faire construire des habitations alors qu'elle ne payait pas ses « dettes » de guerre. C'est que l'Allemagne comprend mieux que nous que la question de l'habitation est primordiale. Et elle fait bâtir avant toutes choses, ce en quoi elle a bien raison.

En France aussi, il faudrait construire, rapidement qu'on ne le fait. Seulement, en France, le budget est plutôt employé au militarisme qu'au logement.

Parmi les efforts entrepris, signalons l'œuvre de l'assistance publique, que nous indique M. Pierre Bertrand dans la *Journée Industrielle*.

« L'administration de l'Assistance publique du département de la Seine avait entrepris, avant 1914, la réalisation d'un vaste programme de construction d'habitations à bon marché.

Depuis la guerre, la construction des habitations à bon marché étant une opération devenue difficile, en raison des maxima fixés par la loi pour les loyers, l'Assistance publique, dont le budget est automne, a jugé utile de laisser cette œuvre à la charge des collectivités.

« Les habitations à bon marché en cours de construction avant la guerre ont été terminées et louées à des loyers normaux. C'est le cas d'un groupe comportant 118 logements, sis au 6 et 8, avenue du Parc-Montsouris ; et d'un groupe plus important, comprenant 209 appartements, square Deambre.

« D'autres immeubles

# A travers le Monde

ANGLETERRE

## A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Londres, 4 août. — Peusieurs questions de politique étrangère ont été posées au gouvernement, cet après-midi, à la Chambre des Communes.

### La Conférence anglo-russe

A un député qui lui demandait des renseignements sur la Conférence anglo-russe, le premier ministre a répondu qu'il était dans son intention de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les rapports relatifs à cette conférence avant que le débat général sur les résultats des négociations ne soit soulevé au Parlement.

### Traité secret entre le Japon et les Soviets ?

Puis M. Mac Donald déclara, en réponse à une question du vicomte Curzon, que son attention avait été attirée sur la nouvelle selon laquelle un traité secret aurait été signé entre le Japon et la République des Soviets, mais que jusqu'ici il apparaissait que cette nouvelle était purement fantaisie.

### La situation en Irlande

Il fut ensuite question de la situation en Irlande. M. J.-H. Thomas, ministre des Colonies, révéla qu'il allait se rendre ce soir même à Dublin et que le gouvernement ne serait pas à même de faire une déclaration à ce sujet avant mercredi prochain.

### Les accords interallés

Puis M. Mac Donald, en réponse à une question posée par M. Lloyd George, a déclaré qu'un accord était intervenu samedi dernier entre les alliés sur certaines questions soulevées par le rapport des experts, et que les documents qui constituent cet accord sont actuellement entre les mains des membres du comité juridique.

M. Mac Donald ajouta que trois accords étaient actuellement en préparation afin d'être soumis le plus tôt possible à la signature des pays intéressés :

1° Un accord entre le gouvernement allemand et la C. D. R. concernant les questions qui sont de la compétence de la C. D. R. ;

2° Un accord entre les gouvernements allemands et le gouvernement allemand concernant certaines questions qui exigent un accord direct entre ces gouvernements ;

3° Un accord entre les gouvernements allemands eux-mêmes régulant des questions d'intérêt intégral.

Après avoir donné quelques détails sur les accords intervenus entre alliés, détails qui ont déjà été publiés par la presse française, M. Mac Donald déclara que l'effet de l'accord serait de créer un nouvel esprit de coopération de chaque côté et que quelques points qui peuvent avoir été laissés en suspens, étant donné l'impossibilité de les régler dans l'état actuel de l'esprit public, pourraient devenir négociables par un changement de cet esprit.

## ALLEMAGNE

### BELLE JAMBEE !

Berlin, 4 août. — Le ministre du travail du Reich a reçu aujourd'hui les représentants des grandes organisations syndicales.

Il a examiné avec eux le problème de la journée de huit heures.

Si les ouvriers attendent du bon vouloir d'un ministre, agent des industriels, la satisfaction de leurs besoins, ils sont bien naïfs. L'action directe nous sourit mieux.

### MANIFESTATION A BERLIN

Berlin, 4 août. — Lors des incidents qui ont eu lieu hier devant le Reichstag, où de jeunes communistes essayèrent à différentes reprises de troubler l'ordre, 48 personnes furent arrêtées. Dans la cohue, plus de 300 personnes s'évanouirent.

En quittant la place devant le Reichstag, un groupe de communistes attaqua quelques agents de la gendarmerie. Un de ceux-ci fut grièvement blessé de plusieurs coups de couteau.

## HONDURAS

### UNE NOUVELLE REVOLUTION

Washington, 4 août. — Une nouvelle révolution a éclaté au Honduras. A la tête du mouvement insurrectionnel se trouve

FEUILLET DU LIBERTAIRE DU 5 AOUT 1924. — N° 48.

# Illusions perdues

par Honore de Balzac

DEUXIEME PARTIE

### Un grand homme de province à Paris

— Cher petit, je resterai si tu veux, nous nous perdrons et resterons sans appui. Mais, quand nous serons également misérables et tous deux repoussés ; quand l'in succès, car il faut tout prévoir, nous aura rejettés à l'Escarbas, souviens-toi, mon amour, que j'aurai prévu cette fin, et que je t'aurai proposé d'abord de parvenir selon les lois du monde en leur obéissant.

— Louise, répondit-il en l'embrassant, je suis effrayé de te voir si sage. Songe que je suis un enfant, que je me suis abandonné tout entier à ta chère volonté. Moi, je voulai triompher des hommes et des choses de vive force ; mais, si je puis arriver plus promptement par ton aide que seul, je serai bien heureux de te dévoir toutes mes fortunes. Pardonne ! j'ai trop mis en toi pour ne pas tout craindre. Pour moi, une séparation est l'avant-coureur de l'abandon ; et l'abandon, c'est le mort.

— Mais, cher enfant, le monde te demande peu de chose, répondit-elle. Il s'agit seulement de couchier ici, et tu demeureras

tout le jour chez moi sans qu'on y trouve à redire. Quelques caresses acheveront de calmer Lucien. Une heure après, Gentil apporta un mot par lequel Châtellet apprit à Mme de Bargeton qui lui avait trouvé un appartement rue Neuve-de-Luxembourg. Elle se fit expliquer la situation de cette rue, qui n'était pas très éloignée de la rue de l'Echelle, et dit à Lucien :

— Nous sommes voisins. Deux heures après, Louise monta dans une voiture que lui envoyait Châtellet pour se rendre chez elle. L'appartement, un de ceux où les tapissiers mettent des meubles et qu'ils louent à des riches députés ou à de grands personnages venus pour peu de temps à Paris, était somptueux, mais inconvenable. Lucien retourna sur les onze heures à son petit hôtel du *Gaillard-Bois*, n'ayant encore vu de Paris que la partie de la rue Saint-Honoré qui se trouve entre la rue Neuve-de-Luxembourg et la rue de l'Echelle. Il se coucha dans sa misérable

nisse. C'est ainsi qu'il définit les buts et moyens d'action du syndicalisme, qu'il détermine son rôle dans les événements actuels, dans l'action et l'organisation de la révolution, qu'il démontre que celle-ci serait l'œuvre des travailleurs et que ceux-ci, sans les lumières de l'élite communiste étaient parfaitement capables de la défendre, d'organiser la production, la réputation et les échanges sans le concours de l'Etat prolétarien, sans imposer la dictature dont il exposa le véritable caractère.

Parfaitement compris par une salle attentive, Besnard amena son contradicteur ayant la lettre à déclarer que le syndicalisme était bien la force essentielle de la révolution, que l'élite du prolétariat était bien en lui-même et non au dehors.

Dans sa réplique, Bazin ne put infirmer aucun point de la démonstration serrée de Besnard.

Depuis le Congrès de la 6<sup>e</sup> région un conflit important met aux prises, dans toute la Bretagne, syndicalistes et communistes. Bien entendu, la C.G.T.U. a pris position contre les premiers et tous ses efforts tendent à assurer, sur les ruines du syndicalisme, le succès des derniers.

C'est sans doute pour atteindre plus sûrement ce but que le Comité d'action, ce nouveau venu à sept têtes a organisé partout les réunions de la semaine internationale sans en référer à l'Union régionale dont la propagande constitue pourtant la tâche essentielle.

Les résultats obtenus attestent que cette méthode n'est pas la bonne.

On aura du mal à faire croire à Rennes par exemple, que les fameuses masses étaient si impatientes, qu'il ait été nécessaire d'avancer d'un jour la réunion fixée au 30 juillet. Aux dernières nouvelles, nulle dépêche n'indique que les communistes américains se soient mis en marche sur la capitale pour prendre le pouvoir. On a bien constaté que l'antique cité bretonne n'avait pu fournir que 200 auditeurs aux prestigieux orateurs du P. C. mais personne n'a cru que les citoyens de la capitale de la Libre Armoricaine étaient allés rejoindre les 10 000 électeurs de Vaillant-Couturier qui marquent toujours le pas à la barrière de l'entrée parisienne.

Ce fut un sourire fiasco et la réunion de Saint-Brieuc fut un four plus noir encore. Voilà à quoi aboutissent la division et le triomphe du Parti de Semard sur les Syndicats.

### A BREST

Ici, la C.G.T.U. s'est particulièrement distinguée. Le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1er août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 200 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Institu'teurs, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'amnistie, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans *l'Humanité*, vint présenter le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tient à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi bafouée, demanda alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte 12 000 syndiqués dont 12 000 subsistent à peine.

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Discussions sur l'autonomie

Oui, il faut en discuter sans acrimonie. Nul n'ignore que le syndicalisme subit une crise qui met sa vie en péril, qu'un chaos profond, une confusion immense, règnent dans le mouvement ouvrier, dont les causes sont connues de tous.

Aussi croirait-on que tous ceux qui soutiennent d'un tel marasme et sont intéressés à faire cesser au plus tôt un tel état de choses, conjointement leurs efforts, agissent dans l'intérêt commun pour tenter de résoudre ce difficile problème.

Hélas ! si certains font de louables efforts, d'autres semblent se contenter d'user d'une continue et stérile critique, qui complique au lieu de résoudre. Une méfiance entre les individus, un discrédit formidable sur le Syndicalisme a été jeté. Il faudrait à ces deux maux le remède approprié, c'est-à-dire la confiance et l'affirmation en la valeur du Syndicalisme. Au lieu de cela, on agrandit la méfiance et la confusion. Pour le bien du Syndicalisme, il serait souhaitable qu'il en fut autrement.

Le plus grave, c'est que sous prétexte que cela ne va pas bien, on envoie tout promener, ou encore parce que la thèse qu'on a présentée n'a pas été totalement admise ; on fait montre de mauvaise humeur, voire de rancune.

A quoi riment ces grincements de dents, cette mauvaise humeur en pareille matière et entre militants sincères et convaincus ? Pourquoi quitter la belle route de la libre discussion pour emprunter l'étroit et tortueux sentier de la chance ? N'est-ce pas lamentable ? Ne serait-ce pas préférable que l'harmonie préside dans l'esprit de ceux qui se sont donné la noble et courageuse tâche de sauver le Syndicalisme ? Trop d'ennemis ne sont-ils pas intéressés et acharnés à sa perte pour que ses défenseurs commettent la faute de les aider en se heurtant et en se déchirant entre eux ?

On ne doit pas oublier que nos adversaires ne ratent jamais l'occasion de profiter de nos zianées ; aussi avons-nous intérêt à les empêcher.

L'heure du péril doit trouver les hommes unis et non divisés. S'il faut éviter les haines et les stériles chicanes, cela ne veut pas dire que la discussion, la critique soient interdites. Toujours elles seront utiles. Mais il y a manière pour les faire.

L'examen de thèses en présence ne doit pas avoir pour but le succès de telle ou telle personnalité, mais le choix du meilleur moyen susceptible de donner promptement le plus grand résultat. Certains militants qui se targuent de leur sincérité et désintéressement oublient trop que leurs adversaires pourraient s'en réclamer aussi.

Il apparaît nettement, en la période difficile que nous traversons, que la bonne volonté, la sincérité, le sang-froid sont de rigueur. Si on oublie ces éléments véritables, on va à l'encontre du but que se sont tracé les véritables défenseurs du Syndicalisme.

Il me semble bien que Guigui a failli à cette règle, et n'a pas tenu compte de toutes ces considérations dans la réponse déconcertante qu'il a faite dans *Le Libertaire* sur la question d'autonomie.

Il met dans sa réponse des termes importants et blessants, comme s'il écrivait sous l'impulsion de la colère ou du dépit ; certaines phrases ont une allure d'accusation. C'est même un véritable et implacable réquisitoire qu'il a prononcé contre la Minorité, en même temps d'ailleurs que son oraison funèbre. Il est vrai que d'autres avant lui ont déjà usé du moyen — ce qui n'empêche point celle-ci de se porter assez bien. Tout de même, je me demande s'il n'est pas été préférable de laisser cette besogne à nos adversaires, qui s'en chargent assez bien. En tous cas, se couvrir de la faiblesse du voisin pour masquer la sienne me paraît une pitié exuse, d'autant plus que la minorité n'a jamais refusé d'accueillir les bonnes volontés qui ont bien voulu se manifester.

Pour les événements du 11 janvier, Guigui en parle d'une façon qui peut prêter à la pire confusion. J'ignore les mobiles exacts qui l'incitent à écrire de telle sorte, ni le rôle qu'il entend nous faire jouer en cette délicate affaire. Je crois cependant qu'il n'ignore pas que la commission d'enquête, ainsi que la mesure prise à l'égard d'un des responsables, est l'œuvre de la Minorité ou de ses militants.

Qui empêche Guigui de se servir des résultats acquis en cette affaire par la Minorité ?

Sur les questions d'unité et d'autonomie, je pense qu'elles sont assez compliquées pour qu'il n'ait pas lieu d'accuser de démagogie ou de bluff les partisans de l'une ou l'autre méthode. Pour ma part, je penche plutôt pour l'unité. Si je ne me fais aucun doute sur la bonne foi de Guigui lorsqu'il défend l'autonomie, je pense qu'il me rendra la pareille lorsque, malgré toutes les complications, je défends l'unité. Il sait bien que ce n'est pas par intérêt personnel ni par sympathie pour les dirigeants confédéraux que je reste à la C.G.T.U. ; si j'y reste, c'est pour défendre le patrimoine moral et matériel des syndicats. Je n'ai pas encore perdu l'espérance que les excès, les malversations, les violations et autres malpropretés des chefs n'écoutent un jour les ouvriers. Je me souviens toujours que notre légitimité contre les réformistes aboutit à arracher de leurs mains notre telle Fédération. Je me crois autorisé à reprocher à Guigui et ses amis de ne pas avoir été assez persévérant en ce qui concerne leur Fédération.

Que Guigui ne se fache pas : je crois que si jamais l'autonomie se généralisait, ce serait plutôt par la maladresse et les provocations des politiciens confédéraux, que par la méthode et l'exemple des syndicats autonomes, car malheureusement certains de ces derniers ne peuvent pas faire grand chose. Je regrette qu'ils se soient lancés dans cette voie en laissant par ailleurs le champ libre aux naufragés du Syndicalisme. Je n'avance pas ces choses à la légère ; l'autonomie ne reste pour moi qu'un moyen provisoire qui vise à réaliser l'unité. Morcelée, sans méthode ni lien, elle ne peut aboutir qu'au corporatisme étroit, agrandissant l'égoïsme entre les individus

lesquels par leur isolement, perdent l'habitude de la solidarité, de l'entraide.

Donc, si l'autonomie vise à l'unité, malgré toutes les complications, ainsi que l'évidente mauvaise volonté de militants des deux côtés, entravant sournoisement sa réalisation, je crois toujours qu'en s'adressant aux travailleurs, par l'intermédiaire de comités mixtes, locaux, départementaux et fédéraux, les événements suivants, il sera possible de fusionner les deux forces ouvrières en une seule. Quoi qu'il en soit, les deux méthodes peuvent être discutées, mais sans colère ni parti pris, sans haine.

Élevons nos pensées dans la discussion, ne les rabaissons pas dans la chicanerie.

LE PEN.

DANS LE S.U.B.

### Les paveurs et aides se préparent à la bataille

Conformément à leurs décisions de jeudi dernier, les paveurs et aides sont bien décidés à entrer dans la lutte et à la mener jusqu'à complète satisfaction.

Pour se préparer à cela, les rangs de l'organisation grossissent et nous espérons bien que ceux qui n'y sont pas encore ne tarderont pas à venir.

Les camarades paveurs savent pertinemment qu'ils ont en face d'eux un rude adversaire bien outillé pour la lutte ; mais ils vaincront quand même, grâce à leur solidarité et à leur confiance, car ils savent que leur demande est légitime et nécessaire à la subsistance de leur famille.

Aussi, camarades, continuons la propagande et l'agitation sur vos chantiers, pour que le 10 août nous soyons nombreux pour prendre les décisions d'action que nécessite la situation.

Le Conseil de Section.

N. B. — Une délégation se tient à la disposition des patrons pour discuter du cahier des revendications déposé.

### Chez les plombiers-poseurs

Les camarades ayant composé la C.E. et la Commission de contrôle, ainsi que les trésoriers de la grève dernière, sont invités à se réunir ce soir mardi 5 août, à 18 heures, bureau 15, 4<sup>e</sup> étage.

Les camarades détenteurs de listes de souscription pour la grève sont priés de les régler le plus tôt possible.

Les versements de fonds seront effectués au Trésorier du S.U.B., bureau 30, au 4<sup>e</sup> étage.

### Aux monteurs électriques

Les monteurs électriques sont les plus mal payés, les plus maltraités des corporations du Bâtiment.

Sont-ils des hommes comme d'autres, ayant droit aux mêmes avantages ?

Or, si les salaires des monteurs électriques sont les plus bas, si leurs conditions d'existence sont plus misérables que celles de leurs camarades de travail, cela tient sans doute à leur indifférence, leur inertie, dont les patrons profitent pour les exploiter plus durablement.

S'ils croient qu'ils sont les mieux qualifiés pour défendre leurs intérêts, que l'organisation syndicale est le meilleur remède à une telle situation, ils feront tous leurs efforts pour assister à la

REUNION CORPORATIVE

qui aura lieu le Jeudi 7 Août, à 18 heures, à la Bourse du travail, salle Bondy.

Camarades électriques, le succès de cette réunion dépend de tous. Venez-y nombreux !

Le Conseil.

### L'assemblée des charpentiers en fer

Voilà une corporation qui est en plein réveil. Les discussions oiseuses de la politique étaient bannies de son sein, tout va bien, c'est l'Union, c'est l'Unité absolue, c'est le Syndicalisme révolutionnaire en action.

La réunion de dimanche dernier fut présidée par B. Vallet, avec comme assesseurs deux vieux compagnons, Bernard et Lucien Huie.

Un vent de bataille souffle sur cette Assemblée de plusieurs centaines de compagnons et aides. Les charpentiers en fer ne feront pas de grève générale corporative à leur compte ; elle se fera, au compte du patronat. C'est ce qu'expliquent Raifert et Boudoux. Le débat est même élevé sur les objectifs du syndicalisme révolutionnaire et de l'amnistie intégrale.

Après intervention de Heraclie, Vallet, Chivert, et d'autres camarades, le rapport moral est adopté à l'unanimité, ainsi que l'ordre du jour suivant :

« Les charpentiers en fer, monteurs, laveurs, riveurs, forgerons, frappeurs et similaires de la Seine. Après avoir entendu l'exposé de la situation corporative, syndicale et sociale, couriront toutes les décisions antérieures sur l'action immédiate des chantiers : 1<sup>o</sup> Grève sur le tas ; 2<sup>o</sup> Abandon purement et simplement des chantiers et libre remplacement par d'autres compagnons ; 3<sup>o</sup> Mise à l'index des chantiers et des maisons avec toutes les conséquences d'action directe.

« D'autre part, les corporants s'engagent à seconder le délégué pour faire, appliquer dans tous les chantiers les décisions d'Assemblée générale ; chaque chantier devra désigner immédiatement un délégué. »

« L'assemblée générale après avoir enregistré le développement, la vitalité et l'activité croissante de la corporation, se feli-

cite d'être restée fidèle aux méthodes strictement syndicalistes révolutionnaires, en accord avec la Fédération nationale du bâtiment qui permet aujourd'hui d'enregistrer des résultats qui seront préjudiciables au patronat et utiles à l'émancipation des travailleurs.

« Considérant que le problème de l'amnistie est du ressort du syndicalisme, les charpentiers en fer, assemblés, s'engagent à répondre à tout appel d'action directe, à toute action de grève générale qui aurait pour but d'arracher aux dirigeants l'amnistie intégrale. »

Pour mémoire et comme conclusion, rappelons que les charpentiers en fer ont pris des décisions pour les revendications et les huit heures que nous ne pouvons rendre publiques, cependant ajoutons que les chantiers de la maison Hamet et Cie, chef moniteur Faux, sont rigoureusement maintenus à l'index.

Voilà un grand débat en ce moment dans le monde officiel de la construction et même à côté, M. Roux, de l'Institut Pasteur, le professeur Balthazard et d'autres personnalités sanitaires se sont prononcées contre l'emploi des conduits unitaires de ferme.

Néanmoins, des essais sont tentés dans des immeubles en construction destinés aux familles ouvrières. Comme il peut y avoir quelques cas d'intoxication, il vaut mieux tenter l'expérience chez les prolétaires.

Voici le problème. Jusqu'à maintenant, chaque habitant avait sa cheminée, son indépendance, son autonomie. Cela ne peut pas durer.

Il faut faire l'unité jusque dans les conduits de fumée. Maintenant que nous avons une C.G.T.U. unitaire et communiste, il nous faut une cheminée du même nom.

Parfaitement, une cheminée par immeuble, comme à l'usine. Il y a bien les inconvénients de l'asphyxie en commun, mais tout ce qui se fait en commun est forcément communiste, et il n'y a que les petits bourgeois individualistes qui peuvent s'en plaindre. Surtout que cela favorisera le ramonage, les visites du père Noël et le travail de la cellule de quartier.

Vu que les manitous de l'administration et du casier hygiénique n'étaient pas d'accord sur cette révolution dans la bâtière, et vu qu'il s'agit de « conduits unitaires », nous ne pouvions mieux faire que de prendre l'avantage de l'état-major de la Grange-aux-Belles. Bien nous en prî, et grâce à notre interview la question est maintenant résolue.

Dudule et Yellov étant peu compétents sur cette délicate affaire, nous avons posé la question au Premier Mitron et à Barrès :

— Que pensez-vous des conduits unitaires ?

— Il y a longtemps qu'on les applique dans les fours de boulangerie, répond le boulanger d'un air rassis.

— Le trésorier, qui n'y est pas du tout. Cela fera toujours un syndicat de plus, et ce n'est pas à dédaigner avec la crise que nous vont subir les cochons de payants. On dirait qu'ils sont tous partis à l'île de Ré !

— Pardon, il s'agit de la cheminée unique et commune.

— Comme le syndicat unique du B... ?

— Parfaitement !

— Alors, c'est une autre affaire. Cela regarde plutôt les briqueteurs-fumistes industriels. Même qu'il y a des spécialistes pour les cheminées d'usine,

— Oui, mais moi, en qualité d'ancien tisseur, tu sais couronner une cheminée.

— Oui, mais tu sais, il y a longtemps que j'ai quitté le métier. Néanmoins, je me souviens encore qu'on y met généralement un chapiteau, c'est-à-dire une épée de cheapeau ou parapluie. Et puis, il y a le panier à salade...

— Comme pour aller à la Santé ?

— Mais non, pour arrêter les flammes !

— Et les girouettes ?

— Les girouettes de cheminées, bien entendu. Avec les « conduits unitaires », le nombre va en diminuer.

— Ce ne serait pas un grand malheur pour la C.G.T.U., soupira notre trésorier confédéral en hochant la tête et en regardant tristement autour de lui.

Sur ce, nous nous serrâmes affectueusement les phalanges et je quittai la Grange alimentaire, heureux d'avoir trouvé l'explication de ces fameux « conduits unitaires » qui avaient été présentés, comme toujours, de façon bien embrouillée, par les journaliers de la bourgeoisie.

Saint-DIGAT

### Les traitements des fonctionnaires

Tout arrive, même la révision des traitements des fonctionnaires. Les différentes campagnes entreprises par les organisations ouvrières ont obligé les meilleurs fonctionnaires à occuper de la question.

La commission constituée sous la présidence de M. Hébrard de Villeneuve, président honoraire du Conseil d'Etat, en vue de préparer la révision générale des traitements, a tenu vendredi sa première réunion au ministère des Finances.

Elle a été saisie d'une demande tendant à attribuer une avance aux fonctionnaires, préalablement à la révision générale des traitements.

La commission tiendra sa prochaine séance dans le courant de la semaine et procédera à l'étude de cette question qu'une sous-commission a été chargée de rapporter devant elle.

Le seul moyen de révision générale serait de supprimer quelques gros traitements de fonctionnaires inutiles et de diminuer certains autres peu utiles. Cela ferait de l'argent pour les petits.

Mais il ne faut pas songer à pareil remède dans un pays qui se dit démocratique. C'est pourquoi les intéressés, au lieu de se chamailler pour Moscou ou Amsterdam feraien bien de s'unir s'ils veulent voir aboutir leurs revendications.

N'oubliez pas

la thune mensuelle !

### PETITE CORRESPONDANCE

HENRI GOTTMAN est prié de passer voir Lecoin au plus tôt, de 15 heures à 19 heures, à la rédaction.

Marcel Sussan, à Alger. — Pascal plus à Paris. Mon adresse est 19, passage Bouchard, hôtel du Progrès, Paris (11<sup>e</sup>) — Ahel.

Les divers bureaux et contrôles d'immigration ont constaté qu'au cours de la semaine écoulée 3.676 travailleurs étrangers sont entrés en France et 799 en sortis ; ces ouvriers se répartissent ainsi : 3.114 introduits en France et affectés à l'industrie et 726 affectés à l'agriculture.

En principe, pour les ouvriers autres que les mineurs professionnels et les travailleurs agricoles, l'introduction en France ne doit être autorisée qu'après le visa du ministère du travail, qui doit veiller s'il n'y a pas de préjudice envers les ouvriers français en chômage.

Dans la pratique, les patrons, qui sont les maîtres, inondent le marché français de travailleurs étrangers afin de réduire au chômage les syndiqués du pays. Et cela produit le sabotage des huit heures et la diminution des salaires.

Nous sommes en société capitaliste.

Travail exercé par des ouvriers syndiqués